



## CONSEIL DE PRESSE

(Organe créé par la loi du 20 décembre 1979 relative à la reconnaissance et à la protection du titre professionnel de journaliste et régi par la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias modifiée le 11 avril 2010)

### Décision de la Commission des Plaintes

#### Réunion de la Commission des Plaintes du jeudi, 23 février 2017

**Membres présents** Pierre Gehlen (Président), Joseph Lorent (Journaliste), Jean-Lou Siweck (Éditeur), Alvin Sold (Éditeur), Annette Welsch (Journaliste)

**Plainte de** [REDACTED]  
**contre** « Paperjam » Camille Frati (Journaliste) et Sven Becker (Photographe)

Le cinq octobre 2016, [REDACTED] ont adressé une plainte à la Commission des Plaintes du Conseil de Presse contre la journaliste Camille Frati et le photographe Sven Becker, travaillant tous les deux pour le périodique « Paperjam ». Ils reprochent à la journaliste, d'avoir dans trois articles parus sur le site internet du périodique et intitulé « *SchoolLeaks : trois enseignantes à la barre* » (20 septembre 2016), « *le procès SchoolLeaks ne tient qu'à un fil* » (21 septembre 2016) et « *SchoolLeaks : rendez-vous en janvier* » (23 septembre 2016) révélé leurs noms dans le cadre du procès intenté par le Parquet à leur encontre, pour avoir divulgué le contenu d'une partie des épreuves organisées par le Ministère de l'Education Nationale en juin 2015 pour l'orientation des élèves dans l'enseignement secondaire.

Dans la même plainte, il est reproché à Sven Becker d'avoir dans les articles des 21 et 23 septembre 2016 publié leur photo sans leur consentement.

La Commission des Plaintes s'est réunie le 7 décembre 2016, pour apprécier tant la recevabilité de la plainte, qu'éventuellement son bien-fondé.

Elle a décidé à la même occasion de convoquer les parties en cause pour le 19 janvier 2017, pour les entendre en personne et leur permettre d'exposer leurs arguments respectifs.

A l'audience fixée par la Commission se sont présentés les plaignants [REDACTED], et pour le périodique « Paperjam » le CEO Mike Koedinger et la journaliste Camille Frati. Les plaignantes [REDACTED] ne se sont pas présentées, ni en personne, ni par mandataire, de sorte que la Commission en conclut qu'elles ont renoncé à leur plainte.

**Siège:**

Maison de la Presse  
24, rue du Marché-aux-Herbes  
L-1728 Luxembourg

**Adresse postale:**

Boîte postale 1584  
L-1015 Luxembourg

**Téléphone:** (00352) 22 23 11

**Téléfax:** (00352) 22 23 40

**E-mail:** [secretariat@press.lu](mailto:secretariat@press.lu)

**Website:** <http://www.press.lu>

**Compte bancaire:**

CCPLLULL

IBAN LU23 1111 0737 9474 0000



Quant au photographe Sven Becker, qui ne s'est pas présenté non plus, la Commission est d'avis qu'il est à mettre hors de cause, dès lors qu'il n'a, en tant que photographe, aucune emprise sur le contenu des publications, la décision de publier ou non des photos à l'occasion d'un article incombant à la rédaction de cette publication. Le CEO du magazine « Paperjam » Mike Koedinger, présent lors de l'audience de la Commission, a par ailleurs en assumé la responsabilité.

Les parties défenderesses justifient les publications incriminées par le fait que l'affaire dite « *SchoolLeaks* » revêt une ampleur nationale, tant par les personnes impliquées que par les suites qu'elle a engendrées.

Elles font valoir, que suite aux fuites des épreuves, dont les demandeurs, enseignantes au Lycée d'Echternach seraient, d'après le Parquet à l'origine, près de 5000 élèves de tous les établissements scolaires du pays auraient été contraints de repasser les épreuves. De même le Ministère de l'Education Nationale aurait subi de graves critiques et que finalement même le Ministre en personne aurait été appelé à la barre du tribunal.

Tous ces éléments démontreraient à suffisance de droit que l'affaire en question sortirait, par son degré de médiatisation et son importance objective du cadre normal des affaires traitées ordinairement devant le tribunal correctionnel, de sorte que la façon d'agir de la journaliste aurait été justifiée.

Les parties plaignantes soutiennent de leur côté que suite aux articles publiés, dont ils ne critiquent par ailleurs pas le contenu en soi, leur droit à leur vie privée aurait été violé, par le fait que leurs noms ont été cités, et des photos les rendant reconnaissables ont accompagné les articles en question, malgré le fait que lors de la prise des photos, elles se seraient opposées à leur publication ultérieure.

Par cette façon d'agir, la journaliste aurait violé leur droit au respect de la vie privée, dès lors qu'ils ne seraient pas des personnages publics, et que les publications critiquées n'auraient pas été dictées par l'intérêt public.

D'après l'article 5, alinéa C du code de déontologie de la presse, publié au Mémorial A n°69 du 20 avril 2010, la presse s'engage à respecter la vie privée de chaque individu. Toutefois, dans certains cas exceptionnels l'intérêt public et la liberté de la presse peuvent primer le droit à la vie privée.

Il appartient partant à la Commission des Plaintes de déterminer cas par cas, si l'intérêt public, notamment dans des affaires se déroulant devant les tribunaux, prime la protection de la vie privée des personnes impliquées dans les affaires, notamment en ce qui concerne leur anonymat quant à leur nom, leur photo, ou toute autre indication les rendant reconnaissables.

L'existence d'un intérêt général à communiquer l'identité de prévenus est à analyser selon plusieurs critères, dont leur qualité de personnalités publiques, la gravité des faits reprochés, l'existence d'un possible danger émanant des concernés, l'envergure des débats suscités par l'affaire ainsi que la possible plus-value que l'identification peut apporter dans l'information rapportée.

Ainsi un compte-rendu rendant identifiable une personne est permis et éventuellement même de mise, si la partie concernée revêt un mandat public, respectivement une fonction dirigeante, soit étatique, soit sociale, et que le compte-rendu médiatique est en relation avec la fonction dirigeante de cette personne.

Si par contre, l'intérêt, en ce qui concerne la vie privée prime l'intérêt public quant à une information rendant la personne identifiable, les journalistes s'abstiendront de publier le nom, ainsi que d'autres détails, rendant cette personne identifiable par des tiers étrangers à la famille et à l'entourage professionnel de la personne concernée, si ces tiers sont uniquement informés par les médias.

En l'espèce, suite à la médiatisation de l'affaire dite « *SchoolLeaks* », le public intéressé était au courant des faits, et qu'à son origine se trouvaient des enseignantes du Lycée d'Echternach, poursuivies disciplinairement et pénalement.

La Commission des Plaintes estime que quant à ces faits, l'intérêt légitime du public à être informé par les médias était suffisamment couvert par les informations diffusées dans toute la presse, et que la publication des noms et des photos des personnes impliquées ne se justifiait pas.

Ni l'envergure de l'affaire, ni la profession des personnes impliquées n'était de nature en effet à justifier la publication de leur identité.

S'il est exact, que les noms de ces personnes étaient effectivement connus dans leur entourage immédiat, de même que les faits qui leur étaient reprochés, toujours est-il que leur vie privée restait protégée hors de ce cadre.

La Commission ne partage pas le point de vue des représentants de Paperjam, que l'identité des plaignants ait été communiquée par les autorités publiques. S'il est exact que le greffe transmet les feuilles d'audience reprenant l'identité des prévenus dans les différentes affaires aux rédactions, cette information n'est pas à confondre avec une volonté par les autorités publiques de communiquer l'identité des concernés au grand public.

Il résulte partant des éléments du dossier soumis à la commission que les articles en question contreviennent à l'article 5 du code de déontologie de la presse et qu'il échet d'approuver la plainte.

Eu égard à la spécificité de l'affaire, la Commission recommande au magazine Paperjam de remplacer les noms des prévenus dans l'affaire pénale par les initiales de ces noms dans les articles publiés sur le site internet ainsi que de flouter les visages de ces mêmes personnes.



### Décision de la Commission

La Commission des plaintes :

- met hors de cause Sven Becker ;
- constate que les plaignantes [REDACTED] sont censées avoir renoncé à leur plainte ;
- approuve la plainte de [REDACTED] contre Camille Frati concernant les articles publiés par le périodique « Paperjam » sur son site internet et intitulés : « *SchoolLeaks : trois enseignantes à la barre* » (20 septembre 2016), « *le procès SchoolLeaks ne tient qu'à un fil* » (21 septembre 2016) et « *SchoolLeaks : rendez-vous en janvier* » (23 septembre 2016).

La Commission recommande au magazine Paperjam de remplacer les noms des prévenus dans l'affaire pénale par les initiales de ces noms dans les articles publiés sur le site internet ainsi que de flouter les visages de ces mêmes personnes.

Pour la Commission des Plaintes



Pierre GEHLEN

Président de la Commission des Plaintes